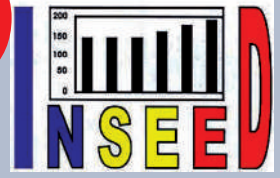


Revue statistique de l'



Bulletin trimestriel d'information statistique

N° 001 Edition de Mai 2019

Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques

BP: 453

E-mail: info@inseed-td.net

www.inseed-td.net

La diversification de l'économie tchadienne

SOMMAIRE

Editorial

02

Historique

03

Chiffres de l'Inseed

05

Activités statistiques

07

Actualités

08

Interview

09

Le Débat

11

Echos du SSN

14



Chiffres clés du Tchad	Valeur de l'indicateur	Année d'observation
PIB courant (en millions de FCFA)	6 035 360	2017
Taux de croissance du PIB (%)	-1,93	2017
Contribution des secteurs au taux de croissance du PIB		
Secteur primaire	-0,67	2017
Secteur secondaire	0,39	2017
Secteur tertiaire	-1,67	2017
Impôts & Taxes sur les produits	0,01	2017
Inflation	4%	2018
Incidence de la pauvreté	46,7	2011
Espérance de vie à la naissance	52,9 ans	2009

L'INSEED s'engage à produire des statistiques de qualité, accessibles à tous les utilisateurs, couvrant les nouveaux paradigmes de développement socioéconomique pour un processus optimal de prise de décision et une efficacité des politiques publiques.

Un nouvel outil de communication à l'Inseed : la revue statistique de l'inseed



L'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) a le plaisir de mettre à la disposition du public la revue Statistique de l'Inseed. Cette revue est le couronnement de différents travaux engagés dans le cadre de la modernisation des statistiques au Tchad et de la réforme du Système Statistique National. Cette réforme est initiée et soutenue par les plus Hautes Autorités de la République et mérite d'être saluée. Il convient de rappeler que les statistiques constituent un outil précieux pour la planification du développement et l'évaluation des politiques publiques. A cet effet, qu'il me soit permis de solliciter une fois de plus l'appui des partenaires techniques et financiers qui n'ont cessé d'appuyer le Système Statistique National pour la mise en œuvre de différents plans d'actions. Ce premier numéro se consacre à l'historique de l'Inseed, à ses réalisations en 2018 et perspectives pour l'année

2019 tout en abordant les questions de la diversification de l'économie tchadienne comme thème central. Une analyse succincte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages et de l'indice de la production industrielle est aussi proposée dans cette première parution.

Après les baisses successives en 2016 et 2017 du coût du panier de la ménagère, les prix à la consommation des ménages ont connu en 2018 une augmentation moyenne de l'ordre de 4% expliquée en grande partie par la hausse des indices des prix des fonctions « logements, eau, électricité et gaz » (17,9%), « transport » (10,7%) et « enseignement » (9,2%).

La production industrielle a, par contre, subi une baisse de 11% expliquée par la chute de la production des industries extractives (9,5%) dont le pétrole brut (10,5%), et des industries agro-alimentaires (4,4%). La production d'électricité, d'eau et du gaz a cru de

27% ainsi que la production des matériaux minéraux (9%).

L'analyse de la question de la diversification de l'économie, inscrite dans le PND 2017-2021 comme troisième axe stratégique, a fait ressortir que l'économie du Tchad est très peu diversifiée. Le pétrole brut constitue le principal produit d'exportation même si dans une certaine mesure le coton et le bétail en font partie. Caractérisée par un secteur primaire constituant environ la moitié du PIB et un secteur secondaire ne représentant qu'un huitième du PIB, l'économie tchadienne reste tributaire des aléas climatiques et du prix international du baril. Dans le but d'améliorer les conditions, plusieurs initiatives ont été prises par le Gouvernement notamment l'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique et la relance des activités agrosylvo-pastorales avec un accent particulier sur la transformation des produits de l'agriculture. Dans le but de consolider la base de la croissance économique au Tchad, le Gouvernement a pris plusieurs initiatives, dont notamment l'élaboration du Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique et la relance des activités agrosylvo-pastorales avec un accent particulier sur la transformation des produits de l'agriculture.

Le Directeur Général

NOUR GOUKOUNI NOUR

Equipe de la rédaction

Directeur de Publication :

Nour Goukouni Nour

Rédacteur en Chef:

Youssef Ibn Ali

Membres de la rédaction:

-Riradjim Madnodji

-Mantobaye Moundigbaye

-Haroun Mahamat Abdelmahamoud

-Saleh Moussa Mikerbi

-Yapou Nderkankzuku Arnaud

Cadre légal de la statistique au Tchad

L'Inseed constitue l'ancrage institutionnel de toutes les activités statistiques au Tchad qui elles, sont régies par la loi n°13/PR/1999 du 15 juin 1999

Au Tchad, les activités statistiques sont régies par la loi n°13/PR/1999 du 15 juin 1999 portant réglementation des activités statistiques au Tchad. Cette loi définit le cadre institutionnel et les grands principes qui régissent l'activité des organes chargés de produire les statistiques officielles. Elle précise en outre les principales règles à mettre en œuvre pour la production et traite des relations qui s'établissent, à cette fin, entre les composantes du SSN. La loi statistique indique clairement l'obligation des réponses aux enquêtes statistiques et la protection des réponses par le secret statistique, c'est-à-dire la diffusion des statistiques ne doit pas permettre l'identification directe ou indirecte des unités concernées.

Le Système Statistique National comprend :

- Le Conseil Supérieur de la Statistique, organe suprême d'orientation d'activités statistiques ;
- Le Comité des Programmes Statistiques, Coordonnateur de la production des statistiques officielles ;
- L'Organe Central de Statistiques, Coordonnateur du Système Statistique National (Inseed) ;
- Les Services statistiques ministériels ;
- Les services de la Banque Centrale qui élaborent des statistiques économiques, monétaires et financiers, et les données relatives à la balance des paiements ;
- Divers organismes (offices natio-

naux, fonds financiers, services spécialisés des collectivités territoriales, etc.) qui produisent des données relevant du programme national de statistiques.

Cadre organisationnel de la statistique au Tchad

L'Inseed, créé par décret n°416/PR/MPED/2000 du 14 septembre 2000, est un établissement public doté de la personnalité juridique, morale et jouissant de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle du Ministère en charge de la Statistique (Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement), et administré par un Conseil d'Administration créé par décret n°363/PR/MPED/2001 du 18 juillet 2001. Il est dirigé par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Conseil d'Administration.

L'Inseed est l'organe central de Système Statistique National. Il est créé en application de la loi n° 013/PR/99 du 15 juin 1999 portant réglementation des activités statistiques. Il a pour missions principales la collecte, l'exploitation, l'analyse et la diffusion des informations statistiques d'intérêt national, la coordination du SSN dans le cadre respectivement du Secrétariat du Conseil Supérieur de la Statistique (CSS) et de la Présidence du Comité des Programmes Statistiques (CPS), la réalisation des opérations statistiques prévues dans le Programme National de Statistique, la réalisation des études sur demande de l'Etat, des institutions privées ou

d'autres organismes portant sur des questions d'ordre économique, démographique, social et environnemental relevant du domaine statistique, a gestion des principaux répertoires ou fichiers, la centralisation, la collecte des statistiques provenant d'autres services producteurs et leur diffusion sous forme de synthèses et la participation à l'élaboration des textes et règlements comportant des aspects statistiques, économiques et démographiques.

Cadre opérationnel de l'Inseed

La structure opérationnelle de l'Inseed est composée d'une Direction Générale qui comprend six (6) départements auxquels s'ajoutent les Antennes Provinciales de Statistique.

- Département des Synthèses et des Statistiques Economiques (DSSE) ;
- Département des Etudes Démographiques et de la Cartographie (DEDC) ;
- Département des Statistiques Sociales, du Suivi des Conditions de Vie des Ménages et de la Pauvreté (DSSSCVMP) ;
- Département du Traitement et de l'Informatique (DTI) ;
- Département de la Coordination et de la Diffusion (DCD) ;
- Département des Affaires Administratives et Financières, des Ressources Humaines et de la Formation (DAAFRHF) ;
- Antennes Provinciales de Statistique.

**Youssef Ibn Ali &
Riradjim Madnodji**

Historique

Evolution institutionnelle de l'organe central de la statistique au Tchad

L'organe central de la statistique au Tchad a subi plusieurs mutations pour arriver à son état actuel.

En 1954, il a été créé un Bureau de la Statistique rattaché à la Direction de l'Economie et qui dépendait techniquement du Bureau Central de la Statistique de l'Afrique Equatoriale Française (AEF). Ce Bureau Central a disparu avec l'éclatement de la Fédération.

• En 1963, avec l'éclatement de la Fédération, le Bureau de la Statistique fut érigé en un Service de la Statistique Générale rattaché au Commissariat au Plan. C'est ce Service qui, avec l'assistance

technique étrangère, a mené l'Enquête Démographique de 1964, la première opération de collecte d'envergure nationale.

• En 1968, le Service de la Statistique Générale devint la Sous-Direction de la Statistique et des Etudes Economiques (SDSEE) rattachée à la Direction du Plan du Ministère de l'Economie et regroupant les services suivants : le Service de la Statistique Générale (SSG), le Service des Comptes Economiques (SCE) et le Service des Enquêtes et Recensements (SER).

• En 1978, le Décret Présidentiel n°116/P.CSM/MFPT/DG/1978 du 12 mars, transforma la Sous-Direction de la Statistique et des Etudes Economiques en Direction de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (DSEED).

• En 2000, le Décret n°416/PR/MPED/2000 du 14 septembre 2000 a érigé la DSEED en Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques.

Dirigeants de l'organe central de la statistique du Tchad

N°	Nom et prénom(s)	Période	Situation actuelle
01	MOGUENA BLAISE	1968-1969	Décédé en 1969
02	NOVEL	1969-1973	Décédé
03	NASSOUR GUELEDOUSSIA OUAÏDOU	1974-1975	A la retraite
04	TAHIR SOULEYMAN HAGGAR	1975-1976	Cadre au Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement
05	GATA NGOULOU	1977-1980	Décédé en 2015
06	AHMED BOUKAR	1980-1983	Décédé en 1995
07	MORBIAN SETH	1983-1986	Décédé en 1997
08	RIMTETA RANGUEBAYE	1986-1990	Economiste au PNUD RCA
09	RONE BEYEM NGAKOUTOU	1991-1993	Décédé en 2006
10	GOGNIN GOMDIGUE	1994-2002	Assistant du DG de l'INSEED
11	NABIA KANA	2002-2003	Cadre au Ministère de la Santé Publique
12	AHMAT MAHAMAT BACHIR	2003-2004	Ministre des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé
13	OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR	2004-2018	Cadre au Ministère des Finances et du Budget
14	NOUR GOUKOUNI NOUR	Mars 2018 à nos jours	En poste

Source: Inseed

Youssef Ibn Ali & Riradjim Madnodjii

Indice national des prix à la consommation: Mesure de l'inflation

Que nous renseignent les données sur le contenu du panier moyen de la ménagère tchadienne ?

Indice National des Prix à la Consommation (INPC)

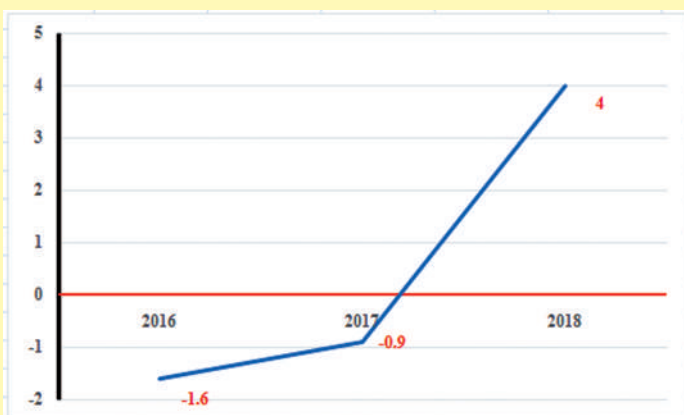
L'indice National des Prix à la Consommation est l'instrument de mesure du renchérissement. En d'autres termes, l'INPC mesure l'évolution moyenne des prix des biens et des services consommés par les ménages privés durant une période donnée. Il couvre tous les domaines de la consommation des ménages privés tels que l'alimentation, les boissons alcoolisées et non alcoolisées, l'habillement, les loyers du logement, l'entretien courant du logement, la santé, les services de télécommunication, les loisirs, etc. Il est calculé et publié mensuellement par l'Inseed sur la base de 12 000 prix relevés mensuellement à travers les villes de N'Djamena, Moundou, Abéché, Sarh et Doba dans environ 1 000 points d'observation. L'année de base de l'INPC est 2014 et les pondérations de l'indice proviennent de l'enquête sur les dépenses de consommation des ménages réalisées en 2011.

L'année 2018 a été marquée par une augmentation généralisée des prix du panier de la ménagère. Cette hausse généralisée caractérise le phénomène d'inflation. Il ressort que le taux d'inflation a atteint le seuil de 4% en cette année 2018. Il était de -0,9% en 2017 et -1,6% en 2016. Ce niveau d'inflation supérieur au seuil de convergence fixé dans la sous-région CEMAC (3%) résulte principalement de l'augmentation d'indices des prix des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+17,9%), « Transport » (+10,7%) et « Enseignement » (+9,2%).

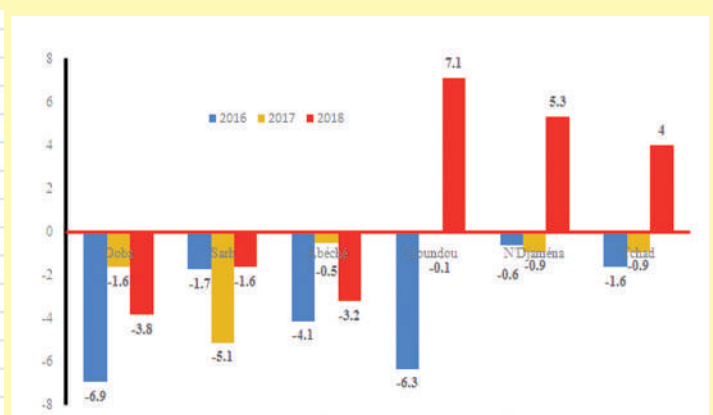
L'augmentation de +17,9% de la fonction « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » est imputable principalement au prix du mètre cube d'eau (1ère tranche) qui est passé de 105 FCFA à 200 FCFA soit une hausse de +90,5% et des variations du prix du gaz. En effet, en dépit de la fixation du prix officiel du gaz, il est constaté des augmentations importantes des prix en période de pénurie de gaz et celles-ci ont atteint des niveaux importants. Globalement, par rapport au prix officiel, l'on a constaté une augmentation de l'ordre de plus de 20% en 2018. La variation de la fonction « transport » est la

résultante des variations des prix de carburant d'une part et de l'effet de la dégradation des routes (transport interurbain). Les prix de l'essence et du gasoil ont connu des augmentations respectives de l'ordre de +18% et +7% par rapport à leurs prix officiels. Dans les différentes provinces du Tchad, le taux d'inflation a fortement varié. De -3,8% à Doba, il a atteint +7,1% à Moundou et +5,3% à N'Djaména. A Abéché, il a été de -3,2% et à Sarh de -1,6%. Cette variation très importante d'une ville à une autre s'explique principalement par l'offre très réduite des biens et services. A Moundou, l'inflation s'explique par la hausse des indices des prix des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+23,7%), « Enseignement » (+5,3%), « Transports » (+0,8%) et « Santé » (+0,3%). Par contre à Abéché, la baisse des prix s'explique par la diminution des indices des prix des fonctions « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-12,5%), « Articles d'habillement et Chaussures » (-7,4%) et « Santé » (-2,2%).

Youssef Ibn Ali



Source: Inseed



Source: Inseed

Indice harmonisé de la production industrielle

La production industrielle au Tchad a enregistré une baisse de 10% en 2018 en lien avec la contraction observée dans le secteur pétrolier.

En 2018, la production industrielle du Tchad a baissé de 10%. Cette baisse s'explique principalement par la chute de la production pétrolière (-10,5%). Par contre, l'amélioration des infrastructures dans les industries de production d'électricité, d'eau et de gaz a permis de booster la production de cette branche d'activité. Il ressort qu'en 2018, la production d'électricité, d'eau et de gaz a connu une hausse de l'ordre de +27%. Quant à la branche imprimerie, après une croissance de +331% en 2016 en

Indice harmonisé de la production industrielle

L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle est un indicateur permettant de mesurer l'évolution de la production du tissu industriel sur une période bien définie. L'indice base 100 en 2012 du Tchad, couvre les industries extractives, industries agro-alimentaires, industries du textile, d'habillement et du cuir, l'imprimerie, les industries pétrolières, les industries de matériaux-minéraux, les industries métalliques, les industries manufacturières et les industries de production et de distribution d'eau, d'électricité et de gaz. L'indice est calculé et publié trimestriellement sur un échantillon de 26 entreprises pour 31 produits.

liaison avec les élections présidentielles, la croissance de la production est passée de +6,8% en 2017 à +31% en 2018. La baisse de la construction en 2018 a entraîné une contraction de la production dans les industries extractives (-10%).

Evolution de la production industrielle de 2016 à 2018

Banches d'activités	Valeur des indices, base 100 : 2014		
	2016	2017	2018
INDUSTRIES EXTRACTIVES	94,0	92,5	90,5
INDUSTRIES AGRO ALIMENTAIRES	93,5	102,2	95,6
IMPRIMERIE	431,0	106,8	131,3
INDUSTRIES PETROLIERES	100,7	110,8	89,5
INDUSTRIES DE MATERIAUX MINERAUX	158,3	218,5	109,0
INDUSTRIES METALLIQUES	66,1	66,1	66,1
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	54,1	54,1	54,1
ELECTRICITE, EAU ET GAZ	168,8	132,2	127,2
Indice global	111,8	117,7	89,1

Source: Inseed

Youssef Ibn Ali

L'Inseed fait le bilan des activités de l'année 2018

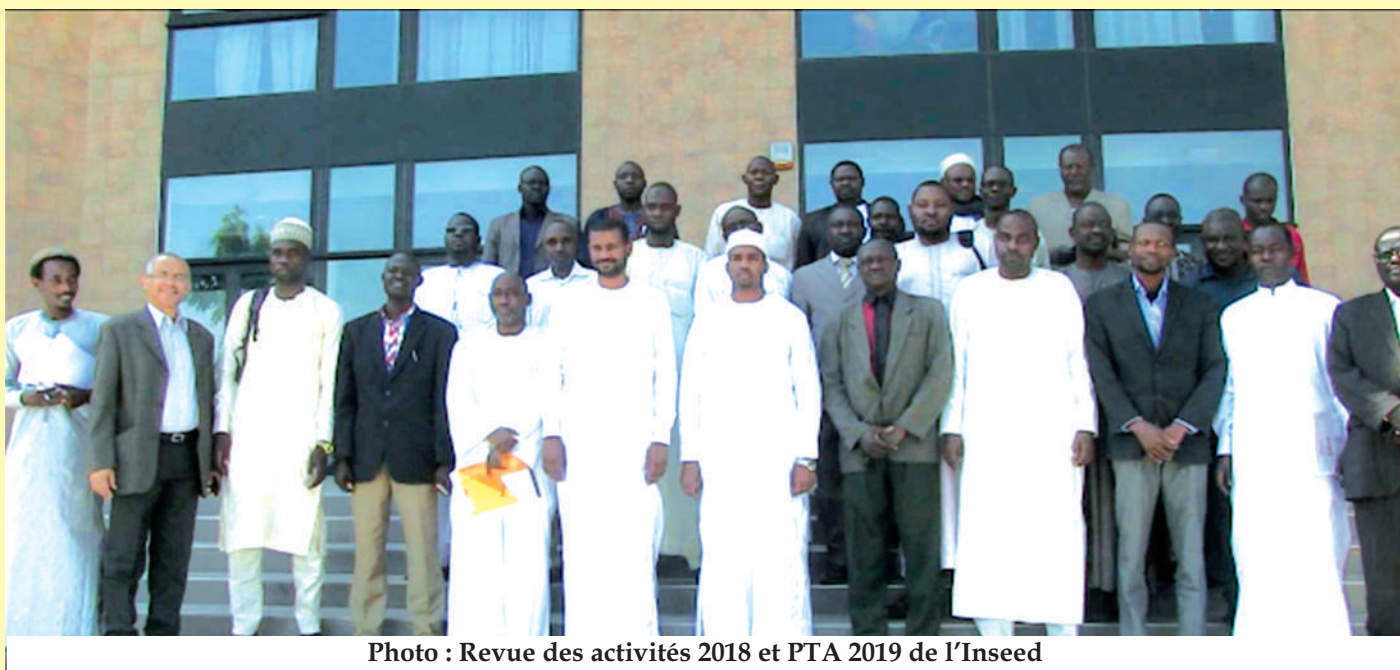


Photo : Revue des activités 2018 et PTA 2019 de l'Inseed

Les activités phares conduites par l'Inseed au cours de l'année 2018 se résument comme suit :

- Suivi conjoncturel de l'environnement de l'économie tchadienne à travers l'analyse et la publication des indicateurs de production industrielle (sur une base trimestrielle) et des prix à la consommation des ménages (sur une base mensuelle complémentée par une synthèse annuelle) ;
- Démarrage des activités liées à l'Enquête Pilote Pêche en septembre 2018, les travaux se poursuivent au cours du premier trimestre 2019 ;
- Production et publication des comptes définitifs de 2016 et provisoires de 2017

- ;
- Réalisation de l'enquête pour l'établissement de la situation de référence du projet SWEDD ;
- Collecte des prix dans le cadre du Programme de Comparaison Internationale (PCI) ;
- Réalisation de la première vague de la Quatrième Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad (ECOSIT4) ;
- Organisation de trois concours à savoir, deux concours d'entrée dans les trois écoles de la statistique (Yaoundé, Abidjan et Dakar) et du concours d'entrée à l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) de Yaoundé au Cameroun ;

- Diffusion des publications de l'Inseed surtout en version électronique à partir du dernier trimestre 2018 ;
- Production des cartes pour le compte des partenaires, des ONG et des chercheurs ;
- Appui aux enquêtes réalisées par le Ministère de la Santé Publique (MSP), notamment la Direction des Organisations des Services de Santé (DOSS) ;
- Suivi de la production des documents de la réforme de l'appareil statistique ;
- Réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la création d'une école de statistique au Tchad ;
- Refonte du site Internet de l'Inseed ;
- Démarrage des activités de la SNDS 2.

Partenaires techniques et financiers de l'Inseed

En 2018, l'Inseed a bénéficié de l'appui technique et financier de plusieurs partenaires dont les principaux sont :

- Banque Mondiale à travers le Projet de Développement de la Statistique au Tchad PDST ;

- Union Européenne à travers l'appui budgétaire ACET2 ;
- UNICEF qui appuie techniquement et financièrement l'enquête MICS6 ;
- FMI à travers son centre d'assistance technique régionale (AFRITAC-Centre) pour la production des comptes

- nationaux ;
- UNFPA (préparation du 3ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat avec un module agricole) ;
- AFRISTAT (Indice des prix à la consommation des ménages).

L'Inseed se projette en 2019

Basculement vers le logiciel EUROTRACE pour le traitement des données du commerce extérieur ;

- Poursuite de la mise en œuvre de l'Enquête Pilote Pêche ;
- Démarrage des travaux pour la mise en place d'un modèle de prévision macroéconomique ;
- Préparation des documents méthodologiques des comptes trimestriels ;
- Basculement du SCN 93 au SCN 2008 pour la production des comptes nationaux ;
- Conception et réalisation de plusieurs enquêtes (Enquête sur les marges du commerce et transport, Enquête sur la production des ISBL, Enquête sur la structure de production des entreprises, Enquête sur le Programme National des Transports, Enquête Sécurité Routière, etc.) ;
- Poursuite des travaux de l'ECOSIT4

(collecte, apurement, analyse des données puis publication des rapports d'enquête) ;

- Réalisation de l'enquête sur le genre ;
- Participation de l'Inseed à la rédaction du Rapport National Volontaire (RNV) pour le Forum de Haut Niveau ;
- Poursuite des travaux liés à l'Indice sur la Pauvreté Multidimensionnelle et rédaction du premier rapport ;
- Mise en œuvre de Data For All ;
- Révision du Schéma Directeur de l'Informatique ;
- Connexion au réseau local (LAN) ;
- Exécution du plan de la communication ;
- Coordination des activités du SSN ;
- Production de l'annuaire statistique 2013-2018 ;
- Publication et diffusion de la Revue Trimestrielle de l'Inseed ;
- Elaboration d'un Compendium des

Nomenclatures ;

- Poursuite de la sixième enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS6) ;
- Préparation du Troisième Recensement de la Population et de l'Habitat et de l'Agriculture (RGPH3A) ;
- Collecte et traitement des données pour l'élaboration des annuaires économiques et sociodémographiques des provinces couvertes par les Antennes Provinciales de Statistique.
- Elaboration et validation du rapport de la Deuxième Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS2) 2019-2023 ;
- Validation du rapport du diagnostic et élaboration d'un plan de formation ;
- Adoption d'un statut du personnel ;
- Mise en œuvre du plan de formation ;
- Recrutement du personnel qualifié complémentaire.

Autres actualités de l'Inseed

La collecte des données du 6^{ème} round de l'enquête par grappe à Indicateurs multiples (MICS6) a démarrée le 11 mai 2019 et durera 4 mois. La formation des agents de collecte a eu lieu du 14 janvier au 16 février 2019. Le Gouvernement du Tchad a reçu l'appui technique et financier de l'UNICEF pour cette opération.

L'INSEED a organisé son Conseil d'Administration ordinaire le 03 mai 2019 à l'issue duquel les administrateurs de cette institution ont examiné et validé le rapport d'activités et celui d'exécution budgétaire de 2018, ainsi que les projets de plan d'action et de budget pour l'exercice 2019.

L'INSEED se prépare à démarrer les travaux préliminaires du troisième re-

censement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3) au deuxième semestre de l'année en cours. Cette opération est instituée par un décret pris en Conseil des ministres le 22 mars 2019, tandis qu'un autre décret pris en date du 30 avril 2019 nomme le Coordonnateur du RGPH3 et son adjoint.

Le 15 avril 2019, s'est achevée, comme prévue, la phase de collecte des données de la seconde vague de la quatrième enquête sur les conditions de vie des ménages et la pauvreté au Tchad (ECOSIT4). Par ailleurs, à la faveur d'un atelier organisé du 22 avril au 4 mai 2019 dans les locaux de la représentation de la Banque mondiale au Tchad, les cadres de l'INSEED ont poursuivi l'apurement des données de la première vague de cette opéra-

tion.

Du 24 février au 10 mars 2019, le Département des Synthèses et Statistiques Economiques de l'INSEED a organisé une retraite à Douguia en vue de finaliser les travaux de conception des documents méthodologiques des enquêtes spécifiques de comptabilité nationale pour permettre de lancer les travaux de changement de base des comptes nationaux et de passage au système de Comptabilité nationale 2008 (SCN2008).

Le 19 février 2019, l'INSEED a organisé l'atelier de validation de l'étude sur les budgets communaux. L'objectif de cette étude est d'évaluer la production des communes et de déterminer leur indice de développement local.

Le Ministre de l'économie et de la planification du développement se prononce sur les statistiques au Tchad

Pour vous, Monsieur le Ministre, quelle place occupent les statistiques dans le processus de développement du Tchad ?

Les statistiques jouent un rôle crucial dans le développement et la lutte contre la pauvreté. Leur utilisation lors des phases de conception mais aussi de mise en œuvre des programmes témoigne de leur importance. Des statistiques fiables sont le reflet de la réalité au quotidien. Elles permettent de connaître le niveau actuel de développement du pays, les raisons de cette situation et à quoi ressemble la vie des tchadiens. Cette information fournit les éléments nécessaires à l'élaboration et au suivi de politiques de développement efficaces. Les statistiques font ressortir les domaines dans lesquels les ressources sont les plus indispensables et offrent les moyens de suivre les progrès et d'évaluer l'impact des différentes politiques mises en œuvre.

Monsieur le Ministre de l'Économie et de la Planification du Développement, Quelle appréciation faites-vous de la qualité des statistiques au Tchad ?

La notion de qualité est inhérente à l'information statistique. En effet, tout producteur se donne naturellement comme tâche de fournir les meilleures données possibles à ses utilisateurs. Cette question a pris, depuis quelques années, une place de premier plan à l'INSEED à la suite de plusieurs évolutions qu'a connues notre



pays, accroissant les exigences des utilisateurs en matière de données. Ainsi, de nombreux efforts ont permis d'améliorer significativement notre appareil statistique national. De ce fait, en s'inspirant du cadre exhaustif d'analyse développé par le Fonds monétaire international – FMI (« cadre d'évaluation de la qualité des données » ou CEQD) qui décline de nombreux indicateurs, selon six dimensions de la qualité : les conditions préalables, l'intégrité, la rigueur méthodologique, l'exactitude et la fiabilité, l'utilité et l'accessibilité, je peux vous rassurer que les statistiques au Tchad sont de très bonnes qualités. Car en dépit des ressources limitées et de la pluralité d'utilisateurs aux exigences multiformes et légitimes, mais parfois contradictoires, notre appareil statistique national parvient à fournir des données pertinentes,

cohérentes, fiables, comparables et accessibles, répondant aux besoins des utilisateurs.

De bonnes statistiques améliorent également la transparence et la responsabilité en matière d'élaboration de politiques, deux conditions indispensables à une bonne gouvernance, dans la mesure où elles permettent de juger du succès de l'action engagée par le gouvernement et de rendre ce dernier comptable de ses décisions. Elles sont essentielles à la bonne gestion des services sociaux de base. Les statistiques constituent enfin, une composante essentielle de la planification du développement. En l'absence des statistiques, les efforts déployés pour planifier la croissance et le bien-être à venir seront inutiles et sans effets.

Lire Page 10 >>>>>>

« En quoi consiste la réforme de l'appareil statistique au Tchad ? »

La réforme de l'appareil statistique consiste fondamentalement à réviser tous les textes (loi organisation et réglementation des activités statistiques au Tchad et décrets d'application) pour tenir compte de l'évolution de notre économie et du rôle que doit jouer l'appareil statistique national dans la formulation et l'évaluation des politiques publiques. Le projet de loi portant réglementation des activités statistique définit les principes fondamentaux et le cadre juridique et institutionnel qui régissent les activités des structures et organismes chargés du développement, de la production et de la diffusion des statistiques officielles en République du Tchad. Il traite du fonctionnement général et de la coordination du Système Statistique National. Sur le plan normatif, la loi indique clairement que dans l'exercice de leurs missions de développement, de production et de diffusion des données statistiques, les structures et organismes du Système Statistique National habilités à cet effet se

conforment aux principes fondamentaux des statistiques officielles, aux dispositions pertinentes de la Loi n°007/PR/2015 du 10 février 2015 portant protection des données à caractère personnel, aux principes de bonnes pratiques édictées par la Charte Africaine de la Statistique, à toute convention et à tout traité international dûment ratifiés par le Tchad. Les composantes institutionnelles du Système Statistique National ont été également revues avec la création de nouvelles structures à savoir l'Ecole Nationale de Statistique et d'Informatique Appliquée (ENSIA) et le Fonds National de Développement de la Statistique (FNDS).

L'ENSIA vient combler le déficit en ressources humaines qualifiées en assurant la formation initiale de statisticiens et démographes de niveau bac +3 ainsi que le perfectionnement des statisticiens et démographes tout en menant des recherches sur les méthodes statistiques et contribuant donc à promouvoir et à utiliser la culture statistique au Tchad.

Le Fonds National de Développe-

ment de la Statistique, quant à lui permettra d'améliorer la qualité de la production des données statistiques en finançant de manière générale les activités du Système Statistique National tout en sécurisant le financement des programmes pluriannuels d'activités statistiques de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) réduisant ainsi la dépendance du Système Statistique National vis-à-vis des financements extérieurs.

Enfin, dans le cadre du Projet de Développement de la Statistique au Tchad financée par la Banque Mondiale, plusieurs actions sont déjà engagées : étude diagnostic pour le développement des ressources humaines, étude de faisabilité de la création de l'ENSIA, octroi des bourses d'études aux étudiant des écoles de statistique, etc.

Quelle stratégie comptez-vous mettre en place pour une appropriation de la réforme par les autres départements ministériels ?

Etant donné que toutes les structures ministérielles ont été impliquées dans la réforme dès le départ, l'appropriation ne posera plus de problème. De même, en terme de déploiement du personnel statisticien, il est prévu que l'organe central de la statistique gère l'ensemble des ressources humaines de profils statisticien et démographe du SSN ainsi que son personnel administratif (recrutement, déploiement, supervision et évaluation du personnel). Enfin, une stratégie de communication sera mise en œuvre pour la dissémination des résultats de la réforme.

Senoussi Yousouf Hassan & Fidèle Komono Pofiné



Importance de la diversification d'une économie

L'hétérogénéité du degré de diversification économique entre pays explique le fait que l'ensemble des pays de la communauté n'ont pas subi les effets de la crise avec la même ampleur.

La diversification macroéconomique est un processus de transformation structurelle d'une économie qui migre d'un tissu économique dominé par les secteurs d'activités primaires (ressources naturelles, agriculture, mines, etc.) vers les secteurs secondaire (industries de transformation, manufactures, etc.) et tertiaire (commerce, tourisme, etc.). Ce processus se caractérise entre autres par la réduction de l'importance relative de la contribution du secteur primaire dans la création de la richesse nationale.

Quels sont les arguments avancés pour justifier la diversification économique dans les pays disposant de réserves abondantes en ressources naturelles comme le Tchad ?

Le premier argument souvent avancé pour justifier la diversification est que de nombreuses preuves empiriques relèvent que les économies diversifiées sont plus performantes à long terme (Hesse (2008), Leiderman et Maloney (2007)). Ceci s'explique par le fait que la production manufacturière enclenche un processus dynamique d'apprentissage pratique de nature à améliorer la productivité et les revenus. En outre, la diversification procure aux producteurs des informations plus variées, notamment sur les marchés étrangers, et améliore leurs capacités à mettre en valeur leur propre potentiel. L'intervention dans un secteur peut ouvrir la porte d'autres secteurs, notamment s'ils font appel à un savoir connexe. Le second argument avancé pour justifier la diversification de l'économie est que celle-ci constitue un moyen pour permettre de se prémunir contre les grands chocs macroéconomiques engendrés par les fluctuations des cours des matières premières qui frappent les pays très dépendants d'un éventail restreint d'exportations.

La baisse des cours du brut dans la zone CEMAC : un exemple pour illustrer la nécessité d'une diversification économique

Pour illustrer l'impact de la faible diversification sur les performances macroéconomiques, prenons le cas des pays de la zone CEMAC qui ont dû faire face à la chute brutale des cours du pétrole à partir du second semestre 2014 (106,86 \$/baril en juillet 2014 à 46,00 \$/baril en mai 2016). Force est de constater que l'ensemble des pays de la communauté n'ont pas subi les effets de la crise avec la même ampleur.

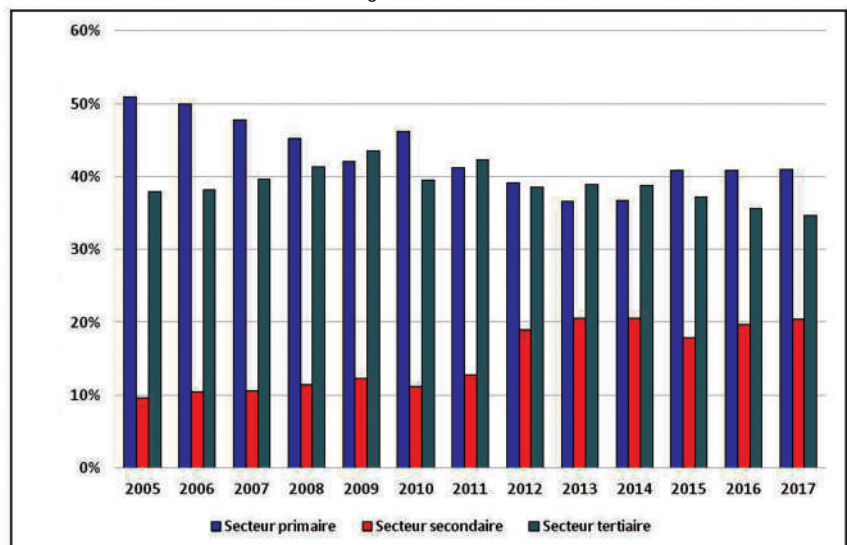
Au Tchad, le faible niveau de diversification peut s'apprécier à partir de l'analyse de la contri-

sentait 90% des exportations et 30% du PIB nominal (FMI, 2014). Du fait de la crise, les recettes pétrolières ont drastiquement baissé passant de 17,6 % du PIB en 2011 à 0,6 % du PIB en 2016 (FMI, 2018).

Contribution des secteurs d'activités au PIB de 2005 à 2017

En comparant la situation du Tchad avec ceux des autres pays de la CEMAC, on note qu' hormis la Centrafrique dont l'histoire récente est

Part des valeurs ajoutées des secteurs au PIB



Source: Inseed

bution des différents secteurs au PIB qui révèle la part prépondérante du secteur primaire. En effet, sur la période 2005-2017, la part du secteur primaire n'a baissé que de 1,6% en moyenne passant de 50,6% à 41,0%. Le secteur secondaire qui regroupe les industries de transformation est quant à lui faiblement développé (15,6%) tandis que le secteur tertiaire dominé par le secteur public représentait 39,0% du PIB.

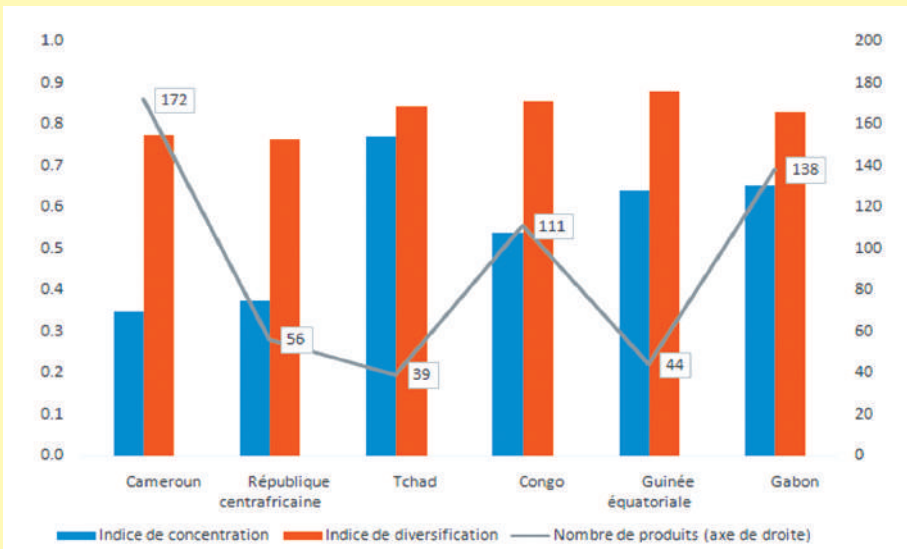
Au niveau des finances publiques, la faible diversification de l'économie a un impact considérable sur les recettes publiques. En effet, avant la crise (2010-2013), l'exploitation du pétrole génèrait près de 70% des recettes budgétaires, repré-

émaillée de troubles politiques, le Cameroun est le seul pays de la zone ayant relativement mieux résisté à la crise en raison de la structure diversifiée de son économie et de sa faible exposition aux recettes pétrolières. En effet, la part du secteur pétrolier et sa contribution aux recettes budgétaires est relativement faible comparé aux autres pays de la zone. Ainsi, alors que dans la zone CEMAC, en moyenne la part du secteur pétrolier dans le PIB représentait 21,50%, il est seulement d'environ 5% au Cameroun.

Gab-leyba Guy Dabi

Facteurs et mesures de la diversification économique

La mesure de la diversification économique est aussi importante que ses facteurs explicatifs et son impact sur la résilience des pays.



Pour une économie, la diversification est incontestablement une vertu qu'il convient de stimuler. Elle constitue un facteur de consolidation de la croissance et de résilience aux chocs tant endogènes qu'exogènes. Les économistes soutiennent que la diversification d'une économie dépend aussi bien des politiques de gestion macroéconomique que des facteurs structurels, tandis que son évaluation passe par l'analyse de la structure des agrégats macroéconomiques par secteurs, ou encore en utilisant des indices synthétiques conçus à cet effet.

L'investissement public est un catalyseur clé de la diversification économique. En effet, la conduite d'une politique judicieuse d'investissement public permet de disposer des infrastructures (transport, communication, énergie), de la main d'œuvre et des technologies de plus en plus efficaces au bénéfice du tissu productif de l'économie. L'investissement public contribue de la sorte à l'efficacité de la production ainsi qu'à l'allègement des contraintes à l'écoulement des produits finis sur les marchés tant intérieurs qu'extérieurs. En conséquence, il garantit, la possibilité de réalisation des gains de productivité qui, en soit, représente un signal positif pour les investisseurs privés nationaux ou étrangers. Le dicton selon lequel « le développement suit la route » justifie bien l'importance que revêt l'investissement public.

Les réformes macro-économiques et institutionnelles constituent un autre préalable à la diversification économique. Elles consistent à créer un environnement des affaires attractif par la formulation et la mise en œuvre des politiques vi-

sant à garantir (i) l'ouverture effective de l'économie à l'investissement privé local ou extérieur, (ii) les grands équilibres macroéconomiques (emploi, monnaie, finances publiques, commerce extérieur), (iii) l'assainissement du cadre réglementaire des affaires et (iv) toutes autres incitations de nature à stimuler l'investissement privé.

La diversification économique est aussi tributaire des facteurs structurels. Les paramètres démographiques tels que la taille et la croissance de la population, le revenu par tête, la dotation en ressources naturelles, ou la position géographique d'un pays en sont des exemples. Ces facteurs déterminent la taille du marché intérieur, le niveau d'épargne national, la compétitivité des producteurs, et donc l'attractivité des investissements.

La recherche de la diversification apparaît ainsi comme un argument de motivation des politiques économiques aux niveaux sectoriel et transversal. Dès lors, il est bien pertinent de trouver une mesure pour le concept de diversification pour permettre le suivi-évaluation de ces politiques. Les indicateurs proposés pour mesurer la diversification permettent de capter la spécialisation d'une économie autour d'un nombre limité d'activités ou sa structure par secteur. Les distributions des emplois, des revenus et de la valeur ajoutée par secteur d'activité sont des indices permettant d'évaluer le niveau de diversification d'une économie. On utilise aussi à cette fin la structure des échanges de marchandises entre l'économie et le reste du monde, ou encore la diversité des marchandises échangées. L'analyse de ces indices permet d'identifier l'étendue des activités sur lesquelles l'économie

repose et de mettre en exergue les liens verticaux et horizontaux, intra ou intersectoriels, qui doivent être renforcés par des politiques afin de consolider cette base.

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) calcule pour ses pays membres, trois indicateurs de mesure de la diversification des exportations. Il s'agit du nombre de produits exportés, de l'indice de concentration des marchés et de l'indice de la diversification des produits. Le premier renseigne sur l'assiette des exportations d'un pays. Le second décrit l'équilibre entre les parts des produits d'exportation dans le total des exportations d'un pays. Et le troisième compare la structure des exportations d'un pays à la structure mondiale des exportations. La figure ci-contre présente ces indicateurs pour les six pays membres de la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) pour l'année 2017. L'historique de ces indicateurs permet d'identifier l'économie camerounaise comme la plus diversifiée de la sous-région. Au Tchad, depuis le début de l'ère pétrolière, le nombre de produits d'exportation n'a pas significativement varié alors que le pays détient la structure des exportations la plus déséquilibrée depuis l'année 2006.

Quant à la structure du produit intérieur brut, des déséquilibres intersectoriels très profonds s'observent dans la plupart des pays membres de la CEMAC. La part de la valeur ajoutée des industries manufacturières reste structurellement très largement en dessous de 10 pour cent dans trois pays sur six (RCA, Congo, Tchad). Le même constat prévaut pour la valeur ajoutée du secteur agricole au Congo, au Gabon et en Guinée Equatoriale.

La forte dépendance vis-à-vis d'un nombre très limité d'activités économiques a des effets pervers sur la performance économique. Ce n'est donc pas un hasard que la récente crise pétrolière ait entraîné la chute du PIB par habitant avec des ampleurs variées dans les quatre pays les plus dépendants du pétrole de la CEMAC, à savoir la Guinée Equatoriale, le Gabon, le Congo et le Tchad. La Guinée Equatoriale et le Tchad ont connu les plus fortes baisses de cet indicateur avec des moyennes annuelles de 11 pour cent et 5,2 pour cent respectivement entre 2015 et 2017. La nécessité de développer des stratégies de diversification adaptées à chaque contexte national s'impose pour soutenir la croissance et la stabilité des économies de la sous-région.

Mantobaye Moundigbaye

Etat des lieux et perspectives de la diversification économique au Tchad

Avec l'avènement de l'exploitation pétrolière, la structure économique du pays a connu une métamorphose au profit du pétrole dont la part moyenne a atteint 86% des exportations sur la période 2004-2018.

Il est souvent admis qu'il faut associer au niveau des exportations le degré de diversification de ces exportations pour en faire un véritable levier de la croissance, traduisant ainsi l'importance de l'incidence de la diversification sur la croissance. Autrement dit, les pays dans lesquels la concentration des produits à l'exportation est importante risquent de constater sur l'essor de leur économie les effets négatifs de la volatilité des prix du marché par le biais des fluctuations des recettes en devises. Ainsi, la nécessité d'un élargissement de la base d'exportation à travers la diversification, peut soutenir la stabilité des recettes d'exportation, stimulant ainsi la croissance économique. Pour Love (1986), un nombre limité de produits contribuant à l'exportation dans une économie diminuerait sa capacité à compenser en partie les fluctuations touchant certains secteurs d'exportation par les secteurs qui connaissent davantage de stabilité. Greenaway, Morgan et Wright (1999) ont montré que non seulement la croissance des exportations tirait la croissance économique, mais que la composition des exportations avait également son importance. Ainsi, il apparaît que la diversification des exportations constitue une stratégie judicieuse pour réduire l'instabilité d'une structure concentrée des produits à l'exportation.

Quelle est la structure des exportations du Tchad ?

Le Tchad ayant une vocation agro-sylvo-pastorale et halieutique a misé sur la production et l'exportation du coton comme principale source de devise jusqu'en 2003. La structure des exportations est en grande partie occupée par la part du coton atteignant jusqu'à 85% dans les années 90 comme le montre le graphique ci-après.

Avec l'avènement de l'exploitation pétrolière, cette configuration est inversée au profit du pétrole dont la part moyenne a atteint 86% des exportations sur la période 2004-2018. Malgré l'exploitation et l'exportation du pétrole qui offre aux pays les ressources nécessaires pour moderniser son tissu productif, la structure des exportations nationales reste caractérisée par la prédominance d'un produit, le coton sur la période d'avant l'ère pétrolière, puis le pétrole à partir de 2004. Cette configuration traduit un niveau faible de la diversification de l'économie nationale et s'explique entre autres par l'existence de plusieurs obstacles.

Obstacles à la diversification économique au Tchad

L'insuffisance quantitative et qualitative des infrastructures (énergie, transport, NTIC, etc.) et un faible niveau du finan-

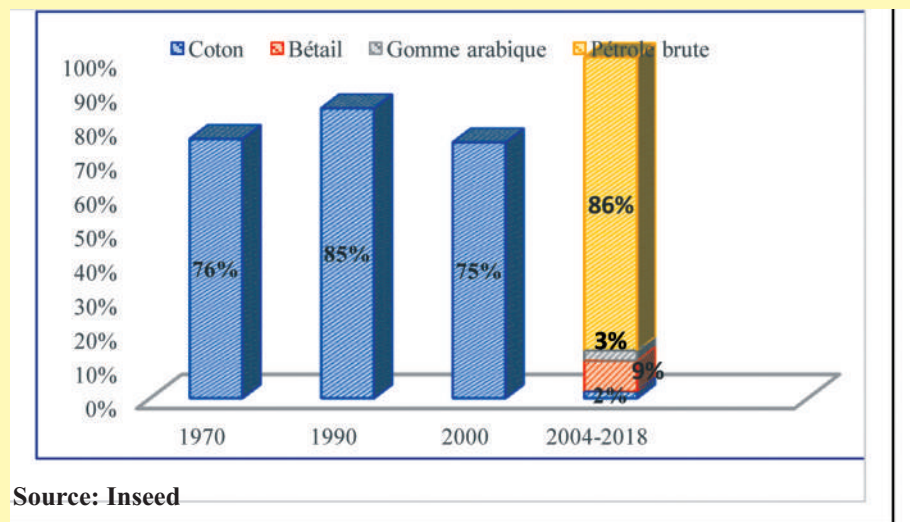
cement de l'économie (difficultés d'accès au crédit) conjugués à un climat des affaires peu attractif (au classement Doing Business 2019, le Tchad occupe la 181^{ème} place sur 190) constituent les véritables obstacles à la diversification de l'économie nationale. Ces derniers se voient amplifier par un accès limité aux marchés internationaux dû aux manques d'informations et à l'insuffisance du réseau et des coûts et délais d'acheminement des marchandises élevés s'expliquant par l'enclavement du pays.

Perspectives pour la diversification de l'économie tchadienne

Il est important de noter qu'en termes de planification du développement à moyen et long terme, le pays dispose de la « Vision 2030, le Tchad que nous voulons » explicitée comme « Le Tchad, une nation apaisée, unifiée dans sa di-

tion des stratégies de développement vers la diversification de son tissu productif, traduit également la recherche de la stabilisation des recettes d'exportation et de l'amélioration de la compétitivité internationale.

Ainsi, répondant aux préoccupations de diversifier les sources de croissance et particulièrement la structure des exportations, le Gouvernement, à travers le Ministère de l'Économie et de la Planification du Développement, élabore un Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Économique (PDIDE), avec l'appui technique de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique, pour préparer au mieux les perspectives de la diversification. Il sera question de poser un diagnostic exhaustif et profond de l'état de la diversification de l'économie et de formuler une stratégie de diversification et d'industrialisation, afin d'assurer une transformation structurelle de l'économie pour de-



versité culturelle, résiliente par son économie transformée et offrant un cadre de vie agréable pour le bien-être de tous ». Pour son opérationnalisation, il est prévu des plans quinquennaux dont le premier étant le Plan National de Développement (PND) 2017-2021 accordant une place particulière au développement d'une économie diversifiée et compétitive (Axe 3 du PND).

Dans le souci de maîtriser les conséquences des fluctuations et donc de la vulnérabilité vis-à-vis des cours des matières premières particulièrement ceux du pétrole, le Gouvernement a décidé de réorienter sa politique économique en mettant en place une stratégie de résilience axée sur la diversification économique. Cette exigence d'une réorienta-

venir compétitive et diversifiée. En effet, se basant sur un potentiel national économique immense et divers, la diversification économique constitue une réponse appropriée dans la maîtrise des aléas de la conjoncture et particulièrement des fluctuations du cours des matières premières.

En termes de perspectives des exportations, le Tchad est parmi les 44 États membres de l'Union Africaine ayant signé l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), cette zone constitue une opportunité d'amélioration des échanges commerciaux entre les États parties.

Saleh Moussa Mikerbi

Zoom sur les activités statistiques des sectoriels

Ministère de la santé publique: Direction de statistiques et d'information sanitaires (Dsis)

Enquête sur la Carte Sanitaire (2019-2023): La carte sanitaire est un inventaire rétrospectif, transversal, quantitatif, qualitatif mais aussi projectif et dynamique. Lancée en mi-février 2019, cette enquête est une activité phare de la Direction du Système d'Information Sanitaire (DSIS) du Ministère de la Santé Publique. Elle devra être clôturée en juin de l'année en cours. Financée sur fonds propre de l'Etat, cette enquête permettra au Tchad de disposer d'une carte sanitaire, un véritable outil de gestion du système sanitaire dont le pays a besoin pour un bon suivi de sa politique de couverture sanitaire universelle couvrant la période 2019-2023.

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : Direction des études et planification du Ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation

Le Projet d'Appui à la Formation des Agents de l'Administration Publique (PROFAP), à travers ses moyens techniques et financiers, a soutenu le gouvernement dans l'élaboration du document de stratégie de l'enseignement supérieur au Tchad validé en octobre 2018. Ce document suggère des pistes de solutions pouvant impulser la redynamisation de l'enseignement supérieur au Tchad. Pour parvenir à cet objectif, des rencontres et des entretiens avec toutes les parties prenantes de l'enseignement supérieur ont été organisés.

Ministère de l'Elevage et des Productions Animales : Direction des Etudes, des Statistiques, de la Programmation et des Archives du Ministère de l'Elevage

Système d'information des marchés à bétail (SIMB)

Pour prendre de bonnes décisions et bien planifier les activités commerciales des bétails, les décideurs publics ont besoin des informations fiables permettant de suivre les conditions changeantes des marchés, ce qui s'exprime souvent par des fluctuations des prix. Inscrit comme une activité courante du Ministère de l'Elevage, le SIMB est financé presque

dans sa totalité par la Banque Mondiale à travers le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme dans le Sahel (PRAPS). Cet exercice consiste à collecter les prix et suivre l'évolution de l'offre et la demande du bétail sur les marchés.

Annuaire statistique 2018 du Ministère de l'Elevage

L'annuaire des statistiques du Ministère de l'Elevage qui est en phase de diffusion, a été élaboré à partir de données collectées par les différents services déconcentrés que sont : les postes vétérinaires, les secteurs et les délégations provinciales du Ministère. Cette synthèse a été réalisée dans le but de permettre au Gouvernement et à ses partenaires techniques et financiers de mieux coordonner leurs interventions.

Ministère de l'Irrigation et des Productions Agricoles : Direction de la production et de statistiques agricoles et rurales du Ministère de l'Agriculture

Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et des Marchés au TCHAD (ENSAM)

Cette enquête vise à faire un état des lieux et de fournir les indicateurs nécessaires pour l'analyse de la situation alimentaire et de l'impact des fluctuations de marchés sur cette dernière. Sa conduite est assurée par le Système d'Information durable de la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce (SI-SAAP) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM), conjointement avec les services publics pourvoyeurs d'informations (SIM, INSEED, DNTA, DSA), les partenaires techniques (CILSS, FAO, UNICEF, FEWS NET) et certaines ONG internationales et nationales. Lancée le 13 janvier 2019, la collecte a pris fin le 15 mars 2019.

Données de la production céréalière par zone climatique de l'année 2018-2019

La production céréalière de la campagne agricole 2018/2019 est estimée à 3 003 362 tonnes. Elle est en hausse de 10,5% par rapport à la campagne précédente, et de 11,9% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La zone sahélienne a enregistré des hausses de production par rapport à la moyenne des 5 dernières années et par rapport à la précédente campagne respectivement de 20,5% et 18,2%. Cependant, la zone soudanienne a enregistré une baisse de production céréalière de 4,5%

par rapport à la campagne 2017/2018 et à la moyenne des 5 dernières campagnes. Ces baisses sont enregistrées dans toutes les provinces à l'exception du Mayo Kebbi Est et du Mayo Kebbi Ouest où on observe des hausses respectives de 3,4% et 2,4% par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes. C'est pourquoi, d'une manière globale, la situation de la sécurité alimentaire issue de la campagne agricole pluviale n'est pas alarmante sur l'ensemble du pays.

Ministère des Finances et du Budget : Direction des Études et de la Prévision (DEP)

La DEP, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a entrepris en 2008 la conception d'un modèle pouvant servir de cadrage macroéconomique et budgétaire. Cet outil qui a connu le jour en 2010 a permis de relier les principaux comptes économiques (PIB, finances publiques, balance des paiements, etc.) et d'assurer leur cohérence sur le plan comptable et financier. Il permet d'effectuer des simulations pour évaluer l'impact des mesures de politiques macroéconomiques sur les principaux indicateurs macro-économiques. Il a pour principale composante le module Équilibre Ressources-Emplois (TRE) produit par l'Inseed. Cependant, comme tout outil de prévision macroéconomique, ce modèle dénommé « *Système Intégré de Gestion Nationale de l'Économie Tchadienne* » (SIGNET) est sujet à quelques manquements dus à l'évolution du contexte économique. D'où la nécessité de procéder à sa mise à jour. La DEP procède actuellement à cette mise à jour du modèle SIGNET. Plus spécifiquement, il s'agit d'actualiser les données, de rechercher et de résoudre d'éventuelles incohérences dans les différents comptes macroéconomiques, de changer éventuellement l'année de base au cas où l'Inseed change l'année de base des comptes nationaux, de rendre endogènes les prix de certaines branches et d'améliorer le code Visual basic des différentes macros.

Haroun Mahamat Abdelmahamout & Yapou Nderkanzuku Arnaud

Thème central du prochain numéro: Capital humain au Tchad: Etat de lieux et perspectives